IMT Nuremberg Archives

H – 4822

International Court of Justice

H4822 - 0002

-6II2- M.F.

COPIE d'un Procès-verbal dressé le 21 Fevrier I946 par le Commissaire Marc BERGE, Officier de la Police Judiciaire de Paris à joindre au document N° 1230
Le procès-verbal original est joint au document 1.051.

GP/MR/4

Ministère de l'Intérieur

Direction Générale de la SURETE NATIONALE

N° 47

Objet:

Archives allemandes remises au Délégué français du Tribunal International de NUREMBERG.

R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E

Liberté- Egalité - Fraternité

P R O C E S - V E R B A L

L'an mil neuf cent quarante six

le 21 février

Nous, Marc B E R G E

Commissaire Divisionnaire

en résidence à P A R I S officier de Police Judiciaire, auxiliaire de Monsieur le Procureur de la République.

certifions qu'après la Libération, il a été remis à la Direction Générale de la Sûreté Nationale, (Direction des Renseignements Généraux) à PARIS un lot d'archives allemandes découvertes dans les locaux de l'Ambassade d'Allemagne, rue de Lille et dans les divers bâtiments occupés par la Gestapo à PARIS.

D'autres document ont également été trouvés au Ministère de l'Intérieur, dans les pièces occupées précédemment par la Délégation Française en Territoires occupés (Service de M. BRINON).

Une partie de ces archives a été remise, par nos soins, à M. LANOIRE, délégué français au Tribunal de Nuremberg, le 28 Décembre I945.

Ci-dessous, nomenclature des pièces constituant ces archives:

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NUREMBERG, GERMANY
Exhibit RF 1230
Filed Feb 5, 1946

.....

H4822 - 0003

I05I - 1 - Lettre de SCHLEIER du 20-I2-I94I, concernant les laisser-passer

I052 - 2 - Lettre du Commandant en Chef des Armées Allemandes en France, concernant la liaison télégraphique du I7-9-I94I.

I053 - 3 - Lettre du même concernant le voyage d'un Ministre du 22 Novembre I94I.

I055 - 4 - Lettre du Commandant en Chef desArmées Allemandes en France du 29.I2.I94I, concernant le budget de la France.

I056 - 5 - Lettre du même du 23 Septembre I94I, concernant l'organisation de l'Administration Française.

I057 - 6 - Lettre du même du 29-II-I94I, concernant la nomination de Jean ACHARD.

I058 - 7 - Lettre du même du 24.9.I94I, concernant le renvoi d'un sous-préfet.

I059 - 8 - Circulaire du même du IO.5.I942, concernant la politique du personnel.

I063 - 9 - Note de service de l'Ambassade d'Allemagne à PARIS concernant le classement des dossiers.

I20I - IO - (télégramme du 27.7.I94I, concernant l'évacuation (des Juifs du Sud-Ouest de la France,)

I202 - 11 - (Rapport du 26.7.I94I

I203 - 12 - Lettre du 4.2.I942, du Commandant en Chef des Troupes allemandes en France, concernant l"émigration des Juifs.

I204 - 13 - Lettre du 8.6.I942 du Consulat Général d'Allemagne à Casablanca.

I205 - 14 - Idem. du 25.3.I942

I206 - 15 - Lettre du Reichssicherheitshauptamt du IO.7.I942, au sujet de l'émigration des Juifs

I207 - 16 - Rapport du I.7.I94I de Dannecker, sur la question juive en France.

non déposé 17 - Note d'ABETZ du I.3.I94I

non déposé 18 - Lettre du Commandant en Chef des troupes allemandes en France, a u Gouvernement de VICHY, au sujet des cartes d'identité.

I2IO - 19 - Note de Dannecker au sujet de la Sipo et du SD, du 22.2.I942.

.....

H4822 - 0004

I2II - 20 - Lettre du 2.I2.I94I, du Commandant en Chef des troupes allemandes en France, au Gouvernement de VICHY au sujet de la déportation des Juifs.

I2I2 - 2I - Lettre du I5.I.I942, du Commandant en Chef des troupes allemandes en France au Chef de la SIPO et du SD, au sujet de la déportation d'éléments judéo-bolchevistes.

I2I3 - 22 - Note du 28.I.I942, au Commandant en Chef, relative à la déportation d'éléments judéo-bolchevistes.

I2I4 - 23 - Note du 4.2.I942 du Commandant en Chef, au sujet de l'immigration des Juifs.

I2I5 - 24 - Télégramme du I5.5.I942 du Commandant en Chef, relatif aux termes à employer dans les publications au sujet de déportations.

I2I6 - 25 - Note du I0.3.I942, relative à la déportation de France de 5.000 Juifs.

I2I7 - 26 - Note du I5.6.I942, concernant d'autres déportations de Juifs en France.

I2I8 - 27 - Message transmis par télétype du I6.6.I942 au service central de sécurité du Reich relatif à des transports de Juifs hors de France.

I2I9 - 28 - Note du I5.6.I942 au sujet des applications techniques de transports de déportations de Juifs.

I220 - 29 - Note du Dr. Zeitschel de l'Ambassade d'Allemagne à PARIS, du I5.6.I942 relatif à un projet de déportation de 50.000 Juifs.

I22I - 30 - Note du 26.6.I942 du Commandant de la Police de Sécurité et du SD donnant des directives pour l'évacuation" des Juifs.

I222 - 3I - Note du I.7.I942, relative à une conférence des membres de la Police de Sécurité (SD) chargés des questions juives au sujet de la déportation de Juifs de territoires occupés à AUSCHWITZ.

I223 - 32 - Compte-rendu du I.7.I942 d'une réunion de service avec le chef SS Dannecker au sujet des déportations de France.

I224 - 33 - Note du 4.7.I942 relative aux principes pour les actions menées contre les Juifs à PARIS.

I225 - 34 - Note du 6.7.I942, relative à la déportation des Juifs signé Dannecker.

I226 - 35 - Note du I5.7.I942, relative au transport de Juifs à AUSCHWITZ

.....

H4822 - 0005

I227 - 36 - Compte-rendu du 3.3.I942, sur la déportation de Juifs.

I228 - 37 - Note du I.9.I942; relative à la déportation de Juifs de la zône non occupée.

I229 - 38 - Note du SD du 3I.I2.I942, au sujet de la déportation de Juifs de France.

I230 - 39 - Rapport du 6.3.I943, au sujet de la situation actuelle de la question juive en France.

non déposé 40 - Lettre adressée à l'Ambassade d'Allemagne, aux mains du Ministre Plénipotentiaire SCHLEIER, concernant l'introduction de l'Etoile Juive.

non déposé 4I - Lettre du Commandant en Chef, au sujet des mesures anti-Juives en France, du I6 I942.

I233- 42 - Note du 2I.7.I942, relative à la déportation de Juifs.

I234 - 43 -Note du I3.8.I942 au sujet de la déportation de Juifs.

I235 - 44 - Télégramme du Commandant de la Police de Sécurité et du SD au sujet d'un home d'enfants Juifs à Izieu - Ain -

I238 - 45 -Note du 26.I2.I942, du Chef des SS et de la Police au sujet de l'arrestation de personnes de la Résistance française.

I239 - 46 - Note de Von Stulpnagel du 27.IO.I94I, relative à l'arrestation d'otages et à l'indication d'otages par les autorités françaises.

I240.- 47 - Note du Commandant en Chef du 9.4.I942, relative à la déportation d'éléments associaux vers l'Est.

I24I - 48 - Note du commandant en Chef, du IO.4.I942 relative à la déportation vers l'Est comme représailles.

I242- 49 - Note du I.6.I942, du Commandant en Chef, au sujet de mesures de représailles pour l'assassinat de policiers français.

I242 bis 50- Télégramme du SD au Commandant de la SIPO, au sujet d'un attentat contre une gare.

I243 5I - Note du 6.6.I942, au sujet de mesures de représailles.

I244 - 52 - Note du 6.8.I942, au sujet de procédures contre des français.

I245 - 53 - Liste d'otages

.....

H4822 - 0006

I246 - 54 - Liste d'otages.

I247 - 55 - Note du 7.8.I942, concernant l'éxécution de personnes condamnées à mort par des tribunaux de guerre.

I248 - 56 - Note du I8.8.I942, concernant l'éxecution de Français condamnés à mort.

I249 - 57 - Lettre du I3.IO.I942, au sujet d'une procédure contre deux français (Thépault et Maréchal)

Au surplus, disons qu'une copie de l'interrogatoire d' ABETZ par les Renseignements Généraux (copie certifiée conforme) a été transmise à la Délégation Française près le Tribunal International, Place Vendôme à PARIS.

LE COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE.

Signé: illisible.

-:-:-:-:-:-:-

102455

1/(30)

IV B - BdS
Rö./Ne.

Paris, den 6. März 1943

Betr.: Gegenwärtigen Stand der Judenfrage in Frankrei

1. Vermerk: I. Zahlenmäßiger Stand.
Abgeschoben bis 6.3.1943 einschließlich 49 000.
Nach Schätzungen (Judenzählungen haben in Frankreich bis auf Meldepflicht des Militärbefehlshabers im altbesetzten Gebiet nie stattgefunden) z.Zt. im altbesetzten Gebiet noch 70.000 Juden, im neubesetzten Gebiet 200.000 Juden.

Bis Ende März 1943 nehmen Italiener aus Frankreich Juden italienischer Staatsangehörigkeit zurück (in beiden Gebieten zusammen rund 1000 Juden)

Ungarn hat Ende Febr.43 70 Juden ung.St.A. nach Ungarn zurückgenommen, will sich in dem Rest (1500) desinteressiert zeigen.

Türkei will 631 Juden türk.St.A. alsbald nach Türkei zurücknehmen, sich gleichfalls für Rest (rund 3000) desinteressiert erklären.

Schweiz hat Ende Jan. 190 Juden nach Schweiz zurückgenommen.

Deportiert inzwischen aus altbesetztem Gebiet Juden folgender St.A.:

1. Staatenlose	7. Litauer	13. ehem. Polen	
2. Belgier	8. Luxemburger	14. "	Deutsche
3. Niederländer	9. Bulgaren	15. "	Österr.
4. Norweger	10. Rumänen	16. "	Saarländ
5. Esthen	11. Griechen	17. "	Tschechoslowaken
6. Letten	12. Russen (Weiß od. Sowjet)	18. "	Jugoslawen

sowie rund 3000 französische Deliktsjuden.

Unbesetztes Gebiet überstellte zum Abtransport bisher rund 12.000 Juden.

II. Plan.

a) Zusammenfassung aller Juden aus der Provinz (altbesetztes Gebiet) nach Paris und Abschub von Paris aus nach dem Osten.

b) ~~Forderung an~~ fränzösische Regierung:
Überstellung abschubfähiger Juden der oben angeführten Nationalitäten zum Zwecke des Abtransportes,
Erlaß eines Gesetzes zur Aberkennung der französischen Staatsangehörigkeit für nach 1927 oder 1933 naturalisierte Juden.
Überstellung der hierdurch staatenlos werdenden Juden zum Zwecke des Abtransportes.

c) Massenabtransport ab April 1943 (wöchentlich 8000 bis 10.000 Juden . Transportmaterial kein Problem.)

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NURNBERG, GERMANY
Exhibit RF 1230
Filed Feb 5/1946

H4822 - 0007

102456

H4822 – 0008

d) Voraussetzung für Durchführung des Programmes ist, daß die französische Regierung gezwungen wird, ihre Polizeikräfte zur Verfügung zu stellen. (bei der Einstellung des Marschalls und mehrerer Kabinettsmitglieder kann nur Zwang in Betracht kommen.)

III. Haltung der Italiener in der Judenfrage:

a) Bisherige Haltung in dem von Italien besetzten Gebiet Frankreichs muß unter allen Umständen aufgegeben werden, wenn Judenproblem gelöst werden soll.

Folgende besonders krasse Fälle:

1) Ende Dezember 1942/Anfang Jan.1943 verhindern zivile und militärische italienische Behörden in dem von ihnen besetzten Gebiet Frankreichs Freimachung der Grenz- und Küstenstreifen von Juden sowie Internierung bestimmter Kategorien von Juden.
2) Anfang Jan.43 verhindern it. Behörden den Aufdruck "Juif" auf Identitäts- und Lebensmittelkarten der Juden in dem von ihnen besetzten Gebiet, nicht nur bei Juden italienischer St.A., sondern auch allen anderen ausländischen und staatenlosen Juden mit Ausnahme der französischen Juden.
3) Das Oberkommando der IV. italienischen Armee hat am 16.2. dem Oberbefehlshaber West mitgeteilt, daß Internierung der gefährlichen jüdischen Elemente im Gange sei und die anderen Juden zwangsweise in bestimmte Ortschaften zusammengezogen werden sollten. Maßnahmen sollten am 20.2.beginnen. Geschehen ist nichts.
4.) Am 19.2. teilt A.A. der Deutschen Botschaft in Paris mit, daß nach Bericht der Deutschen Botschaft in Rom die italienische Regierung im Interesse der Sicherung der Besatzungstruppen sämtliche Juden in dem von Italien besetzten französischen Gebiet im Landesinnern interniert habe.
Meldung trifft nicht zu; die Italiener haben nichts veranlaßt.
5.) Mitte Februar 43 will französische Polizei 200 bis 300 Juden in Durchführung einer von uns angeordneten Sühnemaßnahme im Bereich Lyon internieren. Der in Grenoble stationierte italienische General verlangt von der französischen Polizeibehörde die Zurückziehung des Internierungsbefehls (Italienische Juden sollten nach dem Internierungsbefehl nicht festgenommen weren).
6.) In Durchführung derselben Sühnemaßnahme nimmt die französische Polizei Mitte Februar in Annecy ausländische Juden durch die Gendarmerie fest und verbringt sie in Gendarmeriekaserne. Italienisches Militär verlangt daraufhin sofortige Freilassung der Juden, die abgelehnt wird. Daraufhin wird die Gendarmeriekaserne von bewaffneten italienischen Soldaten umstellt.
7.) Französische Polizei nimmt 100 ausländische Juden (keine italienischen!) im Bereich von Grenoble Mitte Februar fest, um sie an uns zu überstellen. Italiener erheben Einspruch und verhindern die Auslieferung dieser Juden mit der Begründung, daß die festgenommenen Juden als "blockiert" gelten.

Über Vorgehen der Italiener ist in einer Reihe von Einzelberichten dem RSHA Mitteilung gemacht worden.

A.A. ist durch RSHA (Eichmann) über Verhalten der Italiener unterrichtet worden, Reichsaußenminister Ribbentrop wollte bei Verhandlungen mit dem Duce die Haltung der Italiener zur Judenfrage zur Sprache bringen.

Ergebnis der Verhandlungen ist noch nicht mitgeteilt worden.

1.2457

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL des GRANDS CRIMINELS de GUERRE
DÉLÉGATION FRANÇAISE
MINISTÈRE PUBLIC

H-4822

RF 1230

102450

DOC. R.F. N° 1230

H4822 – 0009